

OECD *Multilingual Summaries*

Latin American Economic Outlook 2019

Development in Transition

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/g2g9ff18-en](https://doi.org/10.1787/g2g9ff18-en)

Perspectives économiques de l'Amérique latine 2019

Repenser le développement

Résumé en français

Repenser la coopération internationale peut favoriser le développement plus inclusif et durable des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). Pendant que les enjeux nationaux et internationaux convergent de manière significative, les liens entre les politiques nationales et les scénarios mondiaux continuent de se renforcer. Face à ces changements, le rapport Perspectives économiques de l'Amérique latine 2019 appelle à consolider les capacités institutionnelles et à actualiser le système de coopération internationale pour le développement afin de mieux les adapter à ces nouvelles réalités. Cette réflexion est indispensable pour soutenir à la fois la réalisation des objectifs nationaux de développement, les initiatives internationales en faveur des biens publics régionaux et mondiaux, et pour poursuivre les objectifs universels définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les progrès font ressortir le caractère multidimensionnel du développement

La hausse des revenus nationaux ne se traduit pas forcément par une amélioration du bien-être dans la région ALC. Au cours des 20 dernières années, certains indicateurs de bien-être se sont améliorés plus rapidement que ne le laissait supposer le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'ALC. À l'inverse, d'autres indicateurs ont évolué à un rythme plus lent. Par rapport à son niveau de PIB par habitant, la région a dépassé les attentes en termes d'espérance de vie, de couverture de l'éducation primaire, de cohésion sociale et de qualité de l'air. Cependant, la violence et les inégalités de revenus restent relativement importantes et l'informalité est devenu un problème persistant. Enfin, depuis les années 1950, les salaires réels ont progressé moins vite que dans d'autres pays au niveau de PIB par habitant comparable.

En fait, à mesure que les pays gravissent les échelons des revenus, les résultats en matière de bien-être se dissocient progressivement du niveau de revenus. Un examen plus approfondi de la relation entre indicateurs multidimensionnels du développement et la croissance du revenu est révélateur car il montre que, à mesure que les pays s'enrichissent, plusieurs dimensions du développement autre que le PIB par habitant jouent un rôle plus important dans l'amélioration du bien-être. C'est le cas dans la plupart des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. En même temps, pour un niveau donné de PIB par habitant, la région affiche des inégalités de performance importantes en termes de bien-être au niveau national et régional. Les seuils de revenus ne reflètent ni cet aspect complexe du développement ni la diversité et l'hétérogénéité des pays en transition.

Les progrès dans la région ALC s'accompagnent de nouveaux enjeux de développement

Après les remarquables progrès enregistrés au tournant du 21^e siècle, la croissance économique et le développement socioéconomique se sont affaiblis dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à partir de 2011. La croissance du PIB potentiel, inférieure aux prévisions (autour de 3 % par an), reflète une faible productivité du travail. Ces dernières décennies, le taux de productivité du travail est tombé à environ 40 % de celui de l'Union européenne. Par conséquent, l'insuffisance de la croissance et de la productivité empêchent de réduire la pauvreté et les inégalités de revenus. Parallèlement, la classe moyenne s'est développée au point de représenter désormais un tiers de la population. Cette classe moyenne a de plus grandes aspirations et exigences en matière de qualité des services publics et des institutions, qui restent la plupart du temps insatisfaites. Par exemple, la part de la population satisfaite du système éducatif est passée de 63 % en 2006 à 56 % en 2017, soit en dessous du niveau des pays de l'OCDE (65 %). Toutes ces évolutions ont lieu dans une région où les conséquences des défis écologiques, en particulier le changement climatique, se font déjà sentir.

Ces symptômes suggèrent qu'au fur et à mesure de leur développement, les pays d'ALC tombent dans de « nouveaux » pièges, qui agissent comme des cercles vicieux. Ces pièges de développement peuvent devenir des spirales vertueuses, à condition d'adopter des mesures politiques pour les aider à s'engager sur une trajectoire de développement plus inclusif et durable. Ces pièges sont le résultat de la combinaison d'une faiblesse persistante avec de nouveaux défis qui émergent à mesure que les pays progressent dans leur voie de développement. On les appelle des pièges car ils impliquent une dynamique circulaire, qui se renforce elle-même et qui limite la capacité de transition vers un plus grand développement. Le rapport identifie quatre grands « nouveaux » pièges de développement :

- Piège de la productivité : depuis le début du siècle, les pays ALC se sont ouverts de manière significative au commerce international. Pourtant, la faiblesse persistante du niveau de productivité semble justement être associée à une structure d'exportations centrée sur le secteur primaire et les industries extractives, au niveau de sophistication peu élevé. Ceci nuit à la participation des pays ALC dans les chaînes de valeur mondiales et pèse sur la productivité.
- Piège de la vulnérabilité sociale : depuis le début des années 2000, un grand nombre de Latino-Américains sont parvenus à s'extraire de la pauvreté ; toutefois, la plupart d'entre eux font désormais partie d'une classe moyenne fragile de plus en plus importante (40 % de la population). Ce groupe est confronté à un cercle vicieux d'emplois peu qualifiés, avec une protection sociale minimale et des revenus instables, risquant de rebasculer dans la pauvreté.
- Piège institutionnel : l'essor de la classe moyenne s'est accompagné d'aspirations sociales croissantes. Malgré les améliorations récentes, les institutions n'arrivent pas à répondre aux attentes croissantes des populations. La défiance et l'insatisfaction gagnent du terrain. Les citoyens sont moins attachés à leurs obligations sociales, telles que payer des impôts. Ce qui complique le recouvrement des recettes fiscales, indispensable pour financer de meilleurs services publics et satisfaire les attentes.
- Piège écologique : bon nombre d'économies d'ALC sont dépendantes des matières premières et des ressources naturelles. Renoncer à une trajectoire de croissance fortement dépendante du carbone est à la fois difficile et coûteux. De plus, les ressources naturelles sur lesquelles repose ce modèle s'épuisent, menaçant sa viabilité.

Les pays doivent développer leurs capacités nationales pour faire face à ces pièges. Pour libérer le potentiel de la région, il est indispensable d'améliorer les politiques publiques, notamment en renforçant les capacités techniques pour concevoir, mettre en œuvre et suivre les plans de développement nationaux (NDP), mieux dépenser et créer un consensus afin de surmonter les complexités des réformes.

La coopération internationale pour le développement doit continuer d'évoluer

Ce paysage socio-économique plus complexe appelle des efforts de grande envergure, y compris une nouvelle approche de la coopération internationale pour le développement. Une telle approche implique que la coopération internationale joue un rôle de facilitateur pour répondre aux besoins des économies et des sociétés en transition.

Premièrement, cela permettrait aux pays de tous les niveaux de revenus de former des partenariats politiques et d'y participer sur un pied d'égalité. Ce qui est non seulement légitime, mais également bénéfique pour répondre plus efficacement aux préoccupations communes et pour garantir que la nature globale et multidimensionnelle de nombreux défis de développement reçoive les réponses multidimensionnelles nécessaires.

Deuxièmement, cela placerait les stratégies nationales au premier plan et renforcerait les capacités nationales des pays. Cela pourrait aider les pays d'ALC à établir leurs priorités de politiques publiques, à mettre en œuvre et à évaluer leurs plans de développement et à mieux aligner leurs priorités nationales et internationales. Cela pourrait également les aider à jouer un rôle actif dans l'agenda mondial.

Troisièmement, cela inclurait une boîte à outils élargie pour la coopération internationale en mobilisant l'expertise d'un large éventail d'acteurs. Une attention particulière serait accordée à l'adoption d'une approche « pangouvernementale » impliquant les agents publics des différents ministères. Cette boîte à outils contiendrait des instruments pour renforcer la coopération technique, tels que le partage des connaissances, des dialogues de politique multilatéraux, le développement des capacités, l'accès à la technologie et la coopération en matière de science, de technologie et d'innovation. Le système de coopération internationale pour le développement offre de nombreux exemples positifs, des réussites et des enseignements précieux sur lesquels s'appuyer.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



[Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!](#)

© OCDE (2019), *Latin American Economic Outlook 2019: Development in Transition*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/g2g9ff18-en